



---

**DIRECTION DES AFFAIRES IMMOBILIERES ET DU PATRIMOINE (DAIP) – POLE DE LA MAITRISE D’OUVRAGE**  
**DIRECTION DE LA LOGISTIQUE PARLEMENTAIRE (DLP) – DIVISION DE LA RESTAURATION ET DE L’HEBERGEMENT**

## **ASSISTANCE À MAÎTRISE D’OUVRAGE**

### **RECRUTEMENT D’UN PROGRAMMISTE EN VUE DE LA RÉORGANISATION ET DE LA RÉNOVATION DES SITES DE RESTAURATION DE L’ASSEMBLÉE NATIONALE MARCHÉ 25M031-00L**

## **CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (CCAP)**

## SOMMAIRE

<b>ARTICLE 1 – OBJET DE LA MISSION - DISPOSITIONS GÉNÉRALES .....</b>	<b>4</b>
1.1 – Objet de la mission .....	4
1.2 – Forme du marché.....	4
1.3 – Prestations similaires : .....	4
1.4 – Lieu d’exécution du marché .....	4
<b>ARTICLE 2 – PIÈCES CONTRACTUELLES DU MARCHÉ.....</b>	<b>4</b>
<b>ARTICLE 3 – INTERLOCUTEURS DES DEUX PARTIES .....</b>	<b>5</b>
3.1 Représentants de l’Assemblée nationale .....	5
3.2 Représentant du titulaire .....	5
<b>ARTICLE 4 – MISSION ET DÉLAI D’EXÉCUTION .....</b>	<b>5</b>
4.1 Mission .....	5
4.2 Durée et délais d’exécution du marché.....	6
<b>ARTICLE 5 – PRIX DU MARCHÉ.....</b>	<b>6</b>
5.1 Caractéristiques des prix pratiqués .....	6
5.2 Forme des prix .....	6
<b>ARTICLE 6 – MODALITÉS DE RÈGLEMENT.....</b>	<b>6</b>
6.1 Retenue de garantie et cautionnement .....	6
6.2 Avance .....	6
6.3 Acompte et paiements partiels et définitifs .....	7
6.4 Présentation des demandes de paiement.....	7
6.5 Délai global de paiement .....	8
6.6 Comptable assignataire des paiements .....	8
<b>ARTICLE 7 – SOUS-TRAITANCE.....</b>	<b>9</b>
7.1 Désignation de sous-traitants en cours de marché.....	9
7.2 Modalités de paiement direct des sous-traitants .....	9
7.3 Non déclaration d’un sous-traitant .....	10
<b>ARTICLE 8 – CONDITIONS D’EXÉCUTION DU MARCHÉ.....</b>	<b>10</b>
8.1 Confidentialité et mesure de sécurité.....	10
8.2 Impartialité.....	10
8.3 Lutte contre le travail dissimulé .....	11
8.4 Modification des prestations.....	11
8.5 Arrêt de l’exécution des prestations .....	11
<b>ARTICLE 9 – ACCRÉDITATION ET MODALITÉS D’ACCÈS AUX SITES .....</b>	<b>11</b>
<b>ARTICLE 10 – RESPONSABILITÉ - ASSURANCES.....</b>	<b>11</b>
10.1 Responsabilité .....	11
10.2 Assurances .....	12
<b>ARTICLE 11 – PÉNALITÉS .....</b>	<b>12</b>

<b>ARTICLE 12 – OPÉRATIONS DE VÉRIFICATION ET ADMISSION DES PRESTATIONS.....</b>	<b>13</b>
<b>ARTICLE 13 – RÉSILIATION.....</b>	<b>14</b>
<b>ARTICLE 14 – PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE.....</b>	<b>14</b>
14.1    Définitions.....	14
14.2    Durée de la cession .....	15
14.3    Prix de la cession .....	15
<b>ARTICLE 15 – LANGUE – DIFFÉRENDS ET LITIGES .....</b>	<b>15</b>
15.1    Langue.....	15
15.2    Différends .....	15
15.3    Litiges .....	15
<b>ARTICLE 16 – PROTECTION DES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL.....</b>	<b>16</b>
<b>ARTICLE 17 – DÉROGATION AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX.....</b>	<b>17</b>
<b>ANNEXE – PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL .....</b>	<b>18</b>

## ARTICLE 1 – OBJET DE LA MISSION - DISPOSITIONS GÉNÉRALES

---

### 1.1 – Objet de la mission

Le présent marché a pour objet une assistance à maîtrise d'ouvrage en vue de la réorganisation et de la rénovation des sites de restauration de l'Assemblée nationale.

La mission consiste en l'établissement d'un diagnostic et la fourniture d'études fonctionnelles de scénarios.

Le titulaire du marché devra combiner une expérience de programmation technique et architecturale en site occupé et dans des domaines patrimoniaux à une expertise reconnue dans le domaine de la restauration, en économie de la construction, en développement durable et en accessibilité à tous. La mission requiert une expertise poussée des pratiques de l'Assemblée nationale en matière de restauration collective et commerciale ainsi qu'une connaissance fine des évolutions les plus récentes concernant les besoins de la maîtrise d'ouvrage et les attentes des usagers.

### 1.2 – Forme du marché

Le présent contrat prend la forme d'un marché ordinaire.

### 1.3 – Prestations similaires :

En complément de la mission faisant l'objet du présent marché, l'Assemblée nationale se réserve le droit de passer avec son titulaire un marché de service sans publicité ni mise en concurrence préalables ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles confiées au titulaire du présent marché conformément à l'article R. 2122-7 du code de la commande publique.

La durée pendant laquelle un nouveau marché pourra être conclu ne peut dépasser 3 ans à compter de la notification du présent marché.

### 1.4 – Lieu d'exécution du marché

Assemblée nationale – 75007 Paris.

## ARTICLE 2 – PIÈCES CONTRACTUELLES DU MARCHÉ

---

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-PI, le marché est régi par les pièces suivantes, par ordre de priorité décroissante :

- l'acte d'engagement (AE) dûment complété et signé par les représentants de l'Assemblée nationale et du titulaire, et ses annexes dont la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF);
- le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et son annexe ;
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes ;
- le cadre de réponse technique valant mémoire technique remis par le titulaire à l'appui de son offre ;
- le CCAG-PI (cahier des clauses administratives générales des marchés publics de prestations intellectuelles), approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021.

Ces documents, dont les exemplaires conservés par l'administration font seuls foi, sont hiérarchisés : en cas de contradiction entre les stipulations des pièces contractuelles du marché, elles prévalent dans l'ordre où elles sont ci-dessus mentionnées.

## ARTICLE 3 – INTERLOCUTEURS DES DEUX PARTIES

---

### 3.1 Représentants de l'Assemblée nationale

L'acheteur est l'Assemblée nationale représentée par le Collège des Questeurs.

Les représentants de l'Assemblée nationale pour le suivi administratif, juridique et financier du présent marché sont le directeur de la Logistique parlementaire ou toute personne désignée par ses soins et le directeur des Affaires immobilières et du patrimoine ou toute personne désignée par ses soins.

Le suivi opérationnel de l'exécution est assuré par la cheffe de la division de la Restauration et de l'hébergement.

### 3.2 Représentant du titulaire

Dès la notification, le titulaire désigne une personne physique qui le représente vis-à-vis de l'acheteur.

Par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG-PI, lorsqu'une personne nommément désignée pour exécuter les prestations n'est plus en mesure d'accomplir ses tâches, le titulaire doit procéder à son remplacement dans un délai de 8 jours ouvrés à compter du premier jour de l'absence, par une autre personne possédant, pour la prestation à assurer, une qualification et des compétences au moins équivalentes à celles de la personne initialement prévue. Le remplacement doit être agréé par la personne chargée du suivi opérationnel de l'exécution des prestations.

Par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG-PI, pendant toute la durée d'exécution du marché, l'acheteur se réserve le droit de récuser tout personnel du titulaire qui s'avérerait inadapté à l'exécution des prestations sans que sa décision ait à être justifiée.

Sans acceptation préalable de la personne chargée du suivi opérationnel de l'exécution des prestations, le remplacement de personnels du titulaire entre eux, pour convenances personnelles, est également considéré comme un motif de récusation sans autre justification.

## ARTICLE 4 – MISSION ET DÉLAI D'EXÉCUTION

---

### 4.1 Mission

La présente mission est établie en application des articles L. 2410-1 et suivants du code de la commande publique.

Le détail de la mission est présenté à l'article 3 du CCTP.

Les prestations sont réparties en 2 phases principales, déclinées comme suit :

Phase	Désignation
1	Diagnostic
2	Études fonctionnelles de scénarios

## 4.2 Durée et délais d'exécution du marché

Le marché est conclu pour une durée prévisionnelle estimée à 5 mois, à compter de sa notification conformément à l'article 13.1.1 du CCAG-PI.

Les délais de réalisation des missions et de remise des livrables sont fixés à l'article 7 du CCTP.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par l'Assemblée nationale dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG-PI.

## ARTICLE 5 – PRIX DU MARCHÉ

---

### 5.1 Caractéristiques des prix pratiqués

Le présent marché est conclu sur la base **d'un prix global et forfaitaire** au sens de l'article R. 2112-6 du code de la commande publique et selon les stipulations de l'acte d'engagement.

Les prix sont établis hors TVA.

L'attention du candidat est attirée sur le fait que la rémunération forfaitaire de la mission comprend toute sujétion et tout déplacement nécessaires à l'exercice de cette mission, conformément à l'article 10.1.3 du CCAG-PI. Elle tient compte notamment du temps passé par le titulaire sur le site et des frais de fonctionnement et de secrétariat nécessaires à l'exécution de cette mission.

Cette rémunération inclut également la réalisation de toutes les corrections demandées par l'Assemblée nationale sur les livrables, sans limitation de nombre.

### 5.2 Forme des prix

Les prix sont fermes.

## ARTICLE 6 – MODALITÉS DE RÈGLEMENT

---

Les prestations sont payées au titulaire conformément aux règles de la comptabilité de l'Assemblée nationale.

### 6.1 Retenue de garantie et cautionnement

Le titulaire est dispensé de constituer un cautionnement.

### 6.2 Avance

Sauf renonciation expresse dans l'acte d'engagement, une avance sera versée au titulaire dans les conditions prévues aux articles R. 2191-3 à R. 2191-12 du code de la commande publique.

Le montant de l'avance est fixé à 5 % du montant initial toutes taxes comprises du marché.

Ce taux est porté à 20 % lorsque le titulaire du marché public ou son sous-traitant, admis au paiement direct, est une petite ou moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2151-13 du code de la commande publique.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants dans les mêmes conditions.

Le remboursement de l'avance s'impute sur les sommes dues au titulaire quand le montant des prestations exécutées atteint 65 % du montant toutes taxes comprises du marché.

### 6.3 Acompte et paiements partiels et définitifs

Les modalités de règlement des comptes sont définies à l'article 11.2 du CCAG-PI.

Le règlement des sommes dues au titulaire du marché fera l'objet d'acomptes en fonction de l'avancement des missions conformément à la répartition des honoraires définie dans la décomposition des prix global et forfaitaire (DPGF) et en cas de groupement selon l'annexe 1 de l'acte d'engagement (répartition des honoraires).

Pour le versement du solde, le titulaire adressera son projet de décompte à la fin du marché.

### 6.4 Présentation des demandes de paiement

La facturation ne sera établie qu'après constatation du « service fait ».

Les demandes de paiement devront porter, outre les mentions légales, les indications suivantes :

1. le nom ou la raison sociale du créancier ;
2. le numéro du marché ;
3. le numéro de l'ordre de service ;
4. les montants et taux de TVA légalement applicables ;
5. le montant total TTC des prestations livrées ou exécutées (incluant, le cas échéant le montant de la TVA des prestations exécutés par le ou les sous-traitants) ;
6. la date de facturation ;
7. le montant net à payer.

Seront annexés à ces factures, les factures des éventuels cotraitants ou sous-traitants ainsi que le récapitulatif de la répartition des sommes entre titulaire ou sous-traitants.

À cette demande d'acompte sera jointe, la répartition des honoraires de chaque prestataire suivant le tableau de la répartition prévu dans l'acte d'engagement.

**Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques et numériques du titulaire, y compris ceux domiciliés à l'étranger, sont effectués de manière électronique et dématérialisée et exclusivement sur le portail de dématérialisation des factures électroniques de l'Assemblée nationale selon des modalités communiquées de manière dématérialisée au titulaire au début de l'exécution du marché.**

Cette obligation s'applique aux sous-traitants admis au paiement direct et aux co-traitants admis à un paiement direct et individualisé.

**Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, l'Assemblée nationale peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation au titulaire et l'avoir invité à s'y conformer.**

En cas de manquement répété du titulaire, d'un de ses sous-traitants admis au paiement direct ou d'un de ses cotraitants à leur obligation de transmission des factures via ce portail, l'Assemblée nationale pourra lui appliquer la pénalité prévue à l'article 11 du présent CCAP en cas de « *manquement à une autre obligation du titulaire définie dans les documents de la consultation ayant valeur contractuelle* ».

En cas de manquement réitéré et persistant et après mise en demeure du titulaire dans les conditions prévues à l'article 13 du présent CCAP, le marché pourra être résilié.

## **6.5 Délai global de paiement**

Le paiement est effectué sur présentation de factures – sous réserve de leur acceptation pour service fait – dans un délai maximal de 30 jours, par virement au compte du titulaire. Les montants des sommes versées au titulaire sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur lors de l'établissement des pièces de mandatement.

En cas de retard, le taux des intérêts moratoires applicable est le taux de refinancement de la Banque centrale européenne en vigueur à la date à laquelle lesdits intérêts ont commencé à courir, augmenté de huit points.

## **6.6 Comptable assignataire des paiements**

Le comptable assignataire des paiements est Mme la Trésorière de l'Assemblée nationale, 126 rue de l'Université, 75355 PARIS 07 SP – Tél : 01.40.63.86.11.

Tout courrier relatif à une cession de créance sera adressé, par lettre recommandée avec accusé de réception, à Mme la Trésorière de l'Assemblée nationale, 126 rue de l'Université, 75355 Paris 07 SP – Tél : 01.40.63.86.09.



## ARTICLE 7 – SOUS-TRAITANCE

### 7.1 Désignation de sous-traitants en cours de marché

Lorsque le titulaire du marché entend recourir à un sous-traitant, il demande préalablement son acceptation à l'Assemblée nationale dans un délai de deux semaines avant la présence du sous-traitant sur le site.

La demande d'agrément d'un sous-traitant devra être accompagnée des pièces suivantes :

1. Formulaire DC4<sup>1</sup> relatif à la présentation d'un sous-traitant ;
2. Tableau de répartition des sommes dues entre le titulaire et les sous-traitants admis au paiement direct, daté et signé (modèle annexé à l'acte d'engagement) ;
3. Capacités professionnelles et financières du sous-traitant, par la production des pièces exigées du titulaire dans les conditions fixées par le règlement de la consultation du présent marché ;
4. Les coordonnées bancaires du sous-traitant ;
5. Attestations de régularité sociale et fiscale ;
6. Attestation d'assurance couvrant les prestations exécutées ;
7. Restitution le cas échéant de « l'exemplaire unique », si une copie de l'acte d'engagement a été délivrée au titulaire avec la mention « copie certifiée conforme à l'original délivrée en unique exemplaire pour être remise à l'établissement de crédit en cas de cession ou de nantissement de créance ».

**La demande d'agrément du sous-traitant devra être envoyée de préférence par courriel à l'adresse suivante : [hleibovitch@assemblee-nationale.fr](mailto:hleibovitch@assemblee-nationale.fr), ou par défaut, par courrier à l'adresse suivante :**

ASSEMBLEE NATIONALE Direction de la Logistique parlementaire Division de la Restauration et de l'hébergement Hélène Leibovitch 126 rue de l'Université 75355 PARIS 07 SP
---

### 7.2 Modalités de paiement direct des sous-traitants

Le paiement des sous-traitants se fait dans les conditions prévues aux articles R. 2193-10 à R. 2193-22 du code de la commande publique.

Le titulaire joint au projet de décompte une attestation indiquant la somme à régler par le maître de l'ouvrage à chaque sous-traitant concerné; cette somme tient compte d'une éventuelle variation des prix prévue dans le contrat de sous-traitance et inclut la TVA.

Pour les sous-traitants d'une entreprise du groupement, l'acceptation de la somme à payer à chacun d'entre eux fait l'objet d'une attestation, jointe au projet de décompte, signée par celui des entrepreneurs qui a conclu le contrat de sous-traitance et indiquant la somme à régler par la personne publique contractante à chaque sous-traitant concerné ; cette somme inclut la TVA.

---

<sup>1</sup> Disponible à l'adresse suivante : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

Si l'entrepreneur qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire, ce dernier doit également signer l'attestation.

### **7.3 Non déclaration d'un sous-traitant**

La déclaration d'un sous-traitant devra s'effectuer dans les conditions définies à l'article 3.6 du CCAG-PI.

En cas de non déclaration dûment constatée, le titulaire du marché se verra infliger, par sous-traitant non agréé, la pénalité prévue à l'article 11 du présent CCAP.

Par ailleurs, l'Assemblée nationale se réserve le droit de prononcer la résiliation du marché en cas de non application des dispositions du présent article, dans les conditions prévues à l'article 13 du présent CCAP.

## **ARTICLE 8 – CONDITIONS D'EXÉCUTION DU MARCHÉ**

### **8.1 Confidentialité et mesure de sécurité**

Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément à l'article 5.3 du CCAG-PI.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

Le titulaire et son personnel sont tenus à une obligation de confidentialité concernant leur activité dans les locaux de l'Assemblée nationale. Le titulaire s'interdit de divulguer toute information relative à l'organisation et à l'activité de l'Assemblée nationale dont il pourrait avoir connaissance à l'occasion de la réalisation du présent marché. Il s'engage à faire respecter ces obligations par ses employés et à assumer les conséquences de leur violation.

Durant la réalisation de ses missions, le titulaire s'engage à ne faire aucune publicité des prestations faisant l'objet du présent marché, sauf à titre de référence dans le cadre d'une candidature à un marché public. Aucun renseignement concernant le marché ne doit être donné par le titulaire ou son personnel à des personnes étrangères au marché. Toute demande d'un tiers, y compris de la presse, relative aux prestations fournies doit être transmise au pouvoir adjudicateur.

### **8.2 Impartialité**

Le titulaire s'engage à faire connaître sans délai à l'Assemblée nationale toute situation de conflit d'intérêt dans laquelle lui-même ou l'un de ses intervenants pourrait se trouver dans le cadre de l'exécution du présent marché.

### **8.3 Lutte contre le travail dissimulé**

Conformément à l'article R. 2143-8 du code de la commande publique, le titulaire fournit à compter de la notification du marché, les pièces prévues à l'article D.8222-5 ou aux articles D.8222-7 et D.8222-8 du code du travail.

Les documents et attestations exigés doivent être rédigés en langue française ou être accompagnés d'une traduction en langue française.

Ils sont envoyés à l'adresse suivante :

ASSEMBLÉE NATIONALE  
Direction de la Logistique parlementaire  
Division de la Restauration et de l'hébergement  
Hélène Leibovitch  
126 rue de l'Université  
75355 PARIS 07 SP

### **8.4 Modification des prestations**

Des modifications portant sur les prestations faisant l'objet du présent contrat pourraient intervenir, à l'initiative de l'Assemblée nationale ou du titulaire. Celles-ci donneraient lieu à la conclusion d'un avenant signé des deux parties.

### **8.5 Arrêt de l'exécution des prestations**

En application de l'article 22 du CCAP-PI, l'Assemblée nationale se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des interventions qui font l'objet du présent marché, à l'issue de chaque phase de la mission du prestataire définie au CCAP.

La décision d'arrêter l'exécution des prestations ne donne lieu à aucune indemnité. L'arrêt de l'exécution des prestations entraîne la résiliation du marché.

## **ARTICLE 9 – ACCRÉDITATION ET MODALITÉS D'ACCÈS AUX SITES**

---

Le personnel du titulaire travaillant dans le cadre du présent marché devra fournir une pièce d'identité (carte nationale d'identité, passeport ou titre de séjour) pour la procédure d'accréditation par l'Assemblée nationale.

L'Assemblée nationale peut retirer son autorisation à tout moment sans énoncer ses motifs. Le titulaire s'engage à proposer d'autres personnes de niveau équivalent jusqu'à acceptation de celles-ci par l'Assemblée nationale.

L'Assemblée nationale détermine les procédures d'accès à ses locaux.

## **ARTICLE 10 – RESPONSABILITÉ - ASSURANCES**

---

### **10.1 Responsabilité**

Le titulaire assume la direction et la responsabilité de l'exécution des prestations. En conséquence, il est seul responsable des dommages causés directement ou indirectement pendant ses interventions :

- à son personnel, au personnel de l'Assemblée nationale ou à des tiers ;
- à ses biens, aux biens appartenant à l'Assemblée nationale ou à des tiers.

Le titulaire répond notamment des responsabilités, garanties et risques mis à sa charge par les articles 1240 à 1242, 1788 à 1791 du code civil.

Sont exclus de la responsabilité du titulaire, sous bénéfice de preuves apportées par celui-ci, les dommages et conséquences dus à l'intervention dommageable d'un tiers que le titulaire n'a matériellement pas eu la possibilité d'empêcher.

La responsabilité du titulaire peut être dérogée lorsqu'il apporte la preuve qu'il s'est trouvé dans l'impossibilité matérielle d'assurer sa prestation par le fait de l'Assemblée nationale ou par des causes non imputables à sa prestation (destruction par des tiers, vol, sinistres, etc.).

## 10.2 Assurances

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'Assemblée nationale et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations. Il doit justifier avant tout début d'exécution du marché, qu'il détient ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment durant l'exécution des prestations, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande et dans un délai de quinze (15) jours à compter de la réception de la demande.

## ARTICLE 11 – PÉNALITÉS

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-PI, les pénalités maximales suivantes pourront être appliquées. Leur application résulte de la simple constatation des services de l'Assemblée nationale, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure préalable. Ces pénalités peuvent être cumulatives.

Autres pénalités	Montant de la pénalité
Absence à une réunion (par cas constaté)	500 €
Retard dans la transmission d'un compte rendu de réunion (art. 6 du CCTP) (par jour ouvré de retard)	50 € jusqu'à 2 jours ouvrés de retard et 80 € au-delà
Non-respect des dates de remise des livrables définies par le titulaire dans son offre dans le cadre de réponse technique (annexe 5 du RC)	100 € par jour ouvré de retard
Manquement à une autre obligation du titulaire définie dans les documents de la consultation ayant valeur contractuelle (par manquement et / ou par jour)	150 €

Autres pénalités	Montant de la pénalité
Sous-traitance non déclarée	1 000 € ou résiliation du marché sans indemnité et exécution aux frais et risques du titulaire
Tout manquement à la protection des données à caractère personnel (article 16 du CCAP)	1 000 €
Non-exécution des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du code du travail (par jour calendaire jusqu'à la régularisation de la situation)	100 €

Les pénalités sont cumulables.

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-PI, les pénalités sont dues au premier euro.

Le montant total des pénalités susceptibles d'être appliquées au titre du présent marché est plafonné à 30 % de son montant estimé.

## **ARTICLE 12 – OPÉRATIONS DE VÉRIFICATION ET ADMISSION DES PRESTATIONS**

Les opérations de vérification se déroulent dans les conditions prévues à l'article 28 du CCAG-PI.

À l'issue des opérations de vérification, l'acheteur prend une décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet conformément aux dispositions de l'article 29 du CCAG-PI.

## ARTICLE 13 – RÉSILIATION

---

Outre les cas prévus au chapitre 7 du CCAG-PI, constituent des cas de résiliation du marché aux torts du titulaire avec, le cas échéant, exécution des prestations à ses frais et risques :

- le refus d'exécuter une prestation prévue par le marché ;
- des défaillances répétées dans l'exécution des prestations du marché ;
- le refus de produire les pièces demandées à l'article 8.3 du présent CCAP ;
- tout manquement aux dispositions des articles, 7.3, 8.1 et 8.2 du présent CCAP ;
- le manquement réitéré et persistant à l'obligation de transmission des factures via le portail dématérialisé selon les modalités définies à l'article 6.4.1 du présent CCAP ;
- tout manquement aux obligations de protection des données à caractère personnel prévues aux articles 16 du présent CCAP.

Dans l'un ou l'autre des cas prévus au chapitre 7 du CCAG-PI ou au présent article, la direction des Affaires immobilières et du patrimoine informe le titulaire de la sanction envisagée par lettre recommandée avec avis de réception et l'invite à présenter ses observations dans un délai de trois jours francs.

Le délai visé à l'alinéa précédent court à partir de la date d'envoi de la lettre recommandée.

En cas d'absence de réponse du titulaire dans le délai imparti, la décision de résiliation intervient à l'expiration de celui-ci.

## ARTICLE 14 – PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

---

### 14.1 Définitions

#### 14.1.1 Définitions des résultats

Il est fait application de l'article 32 du CCAG-PI.

#### 14.1.2 Définition des connaissances antérieures

Il est fait application de l'article 33 du CCAG-PI.

Dans l'hypothèse où le titulaire utiliserait dans les livrables des éléments préexistants élaborés par des tiers (par exemple une typographie existante), il s'engage à ce que le régime juridique de ces éléments soit compatible avec l'ensemble des exploitations des livrables pour les finalités prévues aux présentes, y compris à titre de produits dérivés, et qu'il soit possible de les intégrer à une identité visuelle déposée à titre de marque et/ou dessin ou modèle.

#### 14.1.3 Régime des résultats relatifs aux livrables documentaires

Par dérogation à l'article 35 du CCAG-PI, le titulaire de l'accord-cadre cède, à titre exclusif, l'intégralité des droits ou titres de toute nature afférents à tous les livrables documentaires attachés aux prestations afin de permettre à l'administration de les exploiter librement.

Ces droits comprennent l'ensemble des droits patrimoniaux de reproduction et de représentation et notamment d'adaptation, d'arrangement, de correction, d'évolution, d'incorporation afférents aux résultats.

Le droit de diffuser ces supports par tous moyen de communication est effectué sous licence « *Creative Commons CC-BY-NC-SA* ».

L'Assemblée nationale se réserve en particulier le droit de confier l'utilisation des documents et supports résultant de l'exécution de la prestation aux tiers de son choix et, par ailleurs, d'utiliser les résultats, mêmes partiels.

De manière générale, le titulaire de l'accord-cadre ne peut opposer ses droits ou titres de propriété intellectuelle ou ses droits de toute autre nature pour l'exploitation des résultats.

En cas de cessation de l'accord-cadre pour quelque cause que ce soit, l'administration demeure cessionnaire de l'ensemble des droits d'exploitation afférents aux résultats des prestations concernées.

## **14.2 Durée de la cession**

La présente cession des droits sur les livrables est consentie par le titulaire à l'Assemblée nationale pour toute la durée légale des droits d'auteur telle que définie par la législation française ou les textes internationaux actuels et futurs, y compris les prolongations éventuelles qui pourraient être apportées à cette durée.

## **14.3 Prix de la cession**

Le prix de cette cession est compris forfaitairement dans le montant du marché.

# **ARTICLE 15 – LANGUE – DIFFÉRENDS ET LITIGES**

## **15.1 Langue**

Les documents relatifs au présent marché ainsi que les documents échangés pour son exécution sont rédigés en français.

## **15.2 Différends**

En cas de différend entre le titulaire et l'Assemblée nationale, et par dérogation à l'article 43 du CCAG-PI, tout différend fait l'objet, de la part du titulaire, d'une lettre de réclamation exposant les motifs de son désaccord, indiquant, le cas échéant, les montants de ses sommes réclamées et fournissant les justifications nécessaires correspondant à ces montants.

Cette lettre doit être communiquée au pouvoir adjudicateur dans le délai de 30 jours courant à compter du jour où le différend est apparu, sous peine de forclusion.

L'Assemblée nationale dispose d'un délai de deux mois, courant à compter de la réception de la lettre de réclamation, pour notifier sa décision. L'absence de décision dans ce délai vaut rejet de la réclamation.

## **15.3 Litiges**

Les litiges relatifs au présent marché sont soumis, après tentative de conciliation préalable auprès du pouvoir adjudicateur, à la compétence du Tribunal administratif de Paris.

## **ARTICLE 16 – PROTECTION DES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL**

---

Chaque partie au contrat est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du contrat conformément au Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ci-après désigné « le règlement européen sur la protection des données ».

Toute transmission de données à des tiers, y compris au bénéfice d'entités établies hors de l'Union européenne, qui ne serait pas strictement conforme à la réglementation en vigueur est formellement prohibée.

En cas de manquement par le titulaire ou son sous-traitant à ses obligations légales et contractuelles relatives à la protection des données personnelles, le marché peut être résilié pour faute en application de l'article 5.2 du CCAG-PI.

Le titulaire est autorisé à traiter pour le compte de l'acheteur les données à caractère personnel nécessaires pour fournir les prestations objet du contrat dans les conditions prévues à l'annexe 1 du présent CCAP.



## **ARTICLE 17 – DÉROGATION AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX**

---

L'article 2 du présent document déroge à l'article 4.1 du CCAG-PI.

L'article 11 du présent document déroge à l'article 14 du CCAG-PI.

L'article 14 du présent document déroge aux articles 33 à 35 du CCAG-PI.

L'article 15.2 du présent document déroge à l'article 43 du CCAG-PI.

## ANNEXE au CCAP

### ANNEXE – Protection des données à caractère personnel

---

#### I. OBJET ET CHAMP D'APPLICATION

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable aux traitements de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données).

Les présentes clauses (ci-après : « les clauses ») sont sans préjudice des obligations auxquelles le responsable du traitement est soumis en vertu du règlement (UE) 2016/679 et/ou de la loi Informatique et libertés.

Les clauses ne suffisent pas, à elles seules, pour assurer le respect des obligations relatives aux transferts internationaux conformément au chapitre V du règlement (UE) 2016/679 et/ou de la loi Informatique et libertés.

En cas d'évolution de la réglementation sur la protection des données à caractère personnel en cours d'exécution du marché, les modifications nécessaires pour se conformer aux règles nouvelles donnent lieu à la signature d'un avenant par les parties au marché ou, en l'absence d'accord entre les parties, à une modification unilatérale par l'acheteur.

**Dans le cas où le titulaire a accès à des données à caractère personnel lors de la réalisation des prestations, il agit en qualité de sous-traitant au sens de l'article 4 du RGPD, et ce pour le compte de l'Assemblée nationale qui demeure le responsable de traitement.**

**La présente annexe a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le sous-traitant s'engage à effectuer pour le compte du responsable de traitement les opérations de traitement de données à caractère personnel définies ci-après.**

#### II. INVARIABILITE DES CLAUSES

Les parties s'engagent à ne pas modifier les clauses, sauf en ce qui concerne l'ajout d'informations dans la présente annexe ou la mise à jour des informations qui y figurent.

Les parties ne sont pour autant pas empêchées d'inclure les clauses contractuelles types définies dans les présentes clauses dans un contrat plus large, ni d'ajouter d'autres clauses ou des garanties supplémentaires, à condition que celles-ci ne contredisent pas, directement ou indirectement, les clauses ou qu'elles ne portent pas atteinte aux libertés et droits fondamentaux des personnes concernées.

#### III. TERMINOLOGIE

Le « responsable du traitement » (article 4.7 du RGPD : « *la personne physique ou morale, l'autorité publique, le service ou un autre organisme qui, seul ou conjointement avec d'autres, détermine les finalités et les moyens du traitement (...)* ») : l'acheteur au sens du code de la commande publique ;

Le « sous-traitant » (article 4.8 du RGPD : « *la personne physique ou morale, l'autorité publique, le service ou un autre organisme qui traite des données à caractère personnel pour le compte du responsable du traitement* ») : le titulaire du marché public ;

Le sous-traitant du sous-traitant ou sous-traitant ultérieur (article 28.2 du RGPD : lorsque le « *sous-traitant recrute un autre sous-traitant* ») : le sous-traitant au sens du droit de la commande publique ;

L'« autorité de contrôle » (article 4.21 du RGPD : « *une autorité publique indépendante qui est instituée par un état membre en vertu de l'article 51* ») : la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL).

#### **IV. PROPRIETE INTELLECTUELLE**

Il est rappelé que les « données » auxquelles le titulaire a accès dans le cadre des présentes, constituent des connaissances antérieures.

Ces données sont et demeurent la propriété exclusive de l'Assemblée nationale qui restera l'unique propriétaire des traitements, enrichissements et améliorations qui pourraient leur être apportées.

#### **V. INTERPRETATION**

Lorsque des termes définis dans le règlement (UE) 2016/679 figurent dans les clauses, ils s'entendent comme dans le règlement en question.

Les présentes clauses doivent être lues et interprétées à la lumière des dispositions du règlement (UE) 2016/679 et de la loi Informatique et libertés respectivement.

Les présentes clauses ne doivent pas être interprétées d'une manière contraire aux droits et obligations prévus par le règlement (UE) 2016/679 et/ou par la loi Informatique et libertés, ou d'une manière qui porte atteinte aux libertés ou droits fondamentaux des personnes concernées.

#### **VI. DESCRIPTION DU TRAITEMENT FAISANT L'OBJET DE LA SOUS-TRAITANCE**

Le sous-traitant est autorisé à traiter pour le compte du responsable de traitement les données à caractère personnel nécessaires pour l'exécution du présent marché.

**La nature des opérations réalisées sur les données est la consultation, la collecte, l'enregistrement, l'organisation, la conservation, l'envoi des données et la destruction des données.**

**Les données à caractère personnel traitées sont, notamment, le nom, le prénom, le numéro téléphonique et le courriel (mail) des agents de l'Assemblée nationale.**

Les catégories de personnes concernées par le traitement des données à caractère personnel sont les agents de l'Assemblée nationale en charge de l'exécution du marché.

Les finalités du traitement sont :

- la réception des livrables ;
- la réalisation des actions de coordination et de pilotage (comitologie) ;
- la maintenance (envoi de tickets incidents) et l'exécution de la réversibilité, le cas échéant ;
- la destruction ou la transmission des données afin de protéger ces données ;
- et toutes autres finalités nécessaires à la bonne exécution du marché.

Les données seront conservées durant toute la durée de l'exécution du marché.

Pour l'exécution du service objet du présent contrat, le responsable de traitement met à la

disposition du sous-traitant les informations nécessaires dans le cahier des charges du marché.

## **VII. OBLIGATIONS DU SOUS-TRAITANT VIS-A-VIS DU RESPONSABLE DE TRAITEMENT**

Le sous-traitant s'engage à :

1. traiter les données uniquement pour la ou les seule(s) finalité(s) qui fait/font l'objet de la sous-traitance, sauf instruction complémentaire du responsable de traitement.
2. traiter les données conformément aux instructions documentées du responsable de traitement. Si le sous-traitant considère qu'une instruction constitue une violation du règlement européen sur la protection des données ou de toute autre disposition du droit de l'Union ou du droit des États membres relative à la protection des données, il en informe immédiatement le responsable de traitement. En outre, si le sous-traitant est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale, en vertu du droit de l'Union ou du droit de l'Etat membre auquel il est soumis, il doit informer le responsable du traitement de cette obligation juridique avant le traitement.
3. garantir la **confidentialité** des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent marché.
4. veiller à ce que les **personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel** en vertu du présent marché:
  - s'engagent à respecter la **confidentialité** ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité ;
  - reçoivent la **formation** nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel.
5. prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de **protection des données dès la conception** et de **protection des données par défaut** (« **privacy by design** »).

### **6. La sous-traitance ultérieure**

Le sous-traitant, titulaire du marché, peut faire appel à un autre sous-traitant (ci-après, « **le sous-traitant ultérieur** ») pour mener des activités de traitement spécifiques. Dans ce cas, il doit recueillir préalablement et par écrit l'accord spécifique du responsable du traitement concernant l'ajout ou le remplacement d'autres prestataires. Pour ce faire, il remplit une déclaration relative à la présentation d'un sous-traitant ultérieur, en vertu de l'article L. 2193-5 du code de la commande publique (imprimé DC4). Le formulaire doit indiquer clairement les activités de traitement concernées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant ultérieur et les dates du contrat de sous-traitance ultérieur. Le sous-traitant soumet la demande d'autorisation spécifique au moins six (6) jours avant le recrutement du sous-traitant ultérieur en question.

Lorsque le sous-traitant recrute un sous-traitant ultérieur pour mener des activités de traitement spécifiques (pour le compte du responsable du traitement), il le fait au moyen d'un contrat qui impose au sous-traitant ultérieur, en substance, les mêmes obligations en matière de protection des données que celles imposées au sous-traitant en vertu des présentes clauses. Le sous-traitant veille à ce que le sous-traitant ultérieur respecte les obligations auxquelles il est lui-même soumis en vertu des présentes clauses et du règlement (UE) 2016/679 et/ou de la loi Informatique et libertés.

À la demande du responsable du traitement, le sous-traitant lui fournit une copie de ce contrat conclu avec le sous-traitant ultérieur et de toute modification qui y est apportée ultérieurement. Dans la mesure nécessaire à la protection des secrets d'affaires ou d'autres informations confidentielles, y compris les données à caractère personnel, le sous-traitant peut expurger le texte du contrat avant d'en diffuser une copie.

Le sous-traitant demeure pleinement responsable, à l'égard du responsable du traitement, de l'exécution des obligations du sous-traitant ultérieur conformément au contrat conclu avec le sous-traitant ultérieur. Le sous-traitant informe le responsable du traitement de tout manquement du sous-traitant ultérieur à ses obligations contractuelles.

Le sous-traitant convient avec le sous-traitant ultérieur d'une clause du tiers bénéficiaire selon laquelle — dans le cas où le sous-traitant a matériellement disparu, a cessé d'exister en droit ou est devenu insolvable — le responsable du traitement a le droit de résilier le contrat conclu avec le sous-traitant ultérieur et de donner instruction au sous-traitant ultérieur d'effacer ou de renvoyer les données à caractère personnel.

## **7. Transferts de données hors de l'Union européenne ou traitement par un prestataire soumis à un droit extraterritorial tiers**

Le sous-traitant s'engage à héberger les Données exclusivement sur le territoire de l'un des États membres de l'Union européenne ou membre de l'Espace économique européen, qu'il prenne en charge lui-même cet hébergement ou fasse appel à un Sous-traitant ultérieur.

Les opérations d'administration et de supervision du service doivent être réalisées depuis l'Union Européenne.

Le sous-traitant s'engage à informer le responsable de traitement de la localisation physique des serveurs hébergeant les données à caractère personnel.

Si le sous-traitant est localisé hors de l'Union européenne, ou s'il est localisé dans l'Union, mais soumis à un droit extraterritorial tiers, il doit préalablement fournir au responsable du traitement les garanties exigées par l'article 46 du règlement (UE) 2016/679 pour validation par le délégué à la protection des données de l'Assemblée nationale.

Le sous-traitant doit fournir au responsable de traitement une liste de l'ensemble des tiers qui peuvent accéder aux Données et des pays destinataires mise à jour. En cas de modification des pays destinataires par le sous-traitant, ce dernier doit en informer préalablement le responsable de traitement, afin qu'il puisse émettre des objections à cet égard.

En cas de requête provenant d'une autorité administrative ou judiciaire reçue par le sous-traitant, ce dernier s'engage à en informer immédiatement le Responsable de traitement.

## **8. Le droit d'information des personnes concernées**

Il appartient au responsable de traitement de fournir l'information aux personnes concernées par les opérations de traitement au moment de la collecte des données.

## **9. L'exercice des droits des personnes**

Dans la mesure du possible, le sous-traitant doit aider le responsable de traitement à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Lorsque les personnes concernées exercent auprès du sous-traitant des demandes d'exercice de leurs droits, le sous-traitant doit adresser ces demandes dès réception par courrier électronique au représentant du responsable de traitement :

Monsieur le délégué à la protection des données, Assemblée nationale,

126, rue de l'Université

75355 PARIS 07 SP

[dpo@assemblee-nationale.fr](mailto:dpo@assemblee-nationale.fr)

## **10. Notification des violations de données à caractère personnel**

Le sous-traitant notifie au responsable de traitement toute violation de données à caractère

personnel dans les 48 heures après en avoir pris connaissance et par tout moyen permettant la traçabilité des échanges : courrier, courriel, télécopie. Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre au responsable de traitement, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente.

La notification contient au moins :

- la description de la nature de la violation de données à caractère personnel (catégories et nombre approximatif de personnes concernées par la violation et d'enregistrements de données) ;
- le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact ;
- la description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
- la description des mesures prises ou que le responsable du traitement propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Si, et dans la mesure où il n'est pas possible de fournir toutes ces informations en même temps, les informations peuvent être communiquées de manière échelonnée sans retard indu.

Après accord du responsable de traitement, le sous-traitant communique, au nom et pour le compte du responsable de traitement, la violation de données à caractère personnel à la personne concernée dans les meilleurs délais, lorsque cette violation est susceptible d'engendrer un risque élevé pour les droits et libertés d'une personne physique.

La communication à la personne concernée décrit, en des termes clairs et simples, la nature de la violation de données à caractère personnel et contient au moins les mêmes éléments que la notification ci-dessus.

#### **11. Aide du sous-traitant dans le cadre du respect par le responsable de traitement de ses obligations**

Le sous-traitant aide le responsable de traitement pour la réalisation d'analyses d'impact relative à la protection des données.

Le sous-traitant aide le responsable de traitement pour la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle.

#### **12. Mesures de sécurité**

Le responsable de traitement et le sous-traitant mettent en œuvre les mesures techniques et organisationnelles appropriées afin de garantir un niveau de sécurité adapté au risque, y compris entre autres, selon les besoins :

- la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel ;
- les moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
- les moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
- une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement ;

- Tout échange contenant des données à caractère personnel ou sensibles (fichiers, messages électroniques) doit faire l'objet d'un renforcement de protection (chiffrement)

### 13. Le sort des données

Dans un délai d'un (1) mois calendaire avant la date de fin du marché, le titulaire interroge le responsable de traitement sur le sort des données traitées. Au choix du responsable de traitement, le sous-traitant s'engage à :

- détruire toutes les données à caractère personnel ;
- à renvoyer toutes les données à caractère personnel au responsable de traitement ;
- à renvoyer les données à caractère personnel au sous-traitant désigné par le responsable de traitement.

Le renvoi doit s'accompagner de la destruction de toutes les copies existantes dans les systèmes d'information du sous-traitant. Une fois détruites, le sous-traitant doit justifier par écrit de la destruction.

### 14. Le délégué à la protection des données

Le sous-traitant communique au responsable de traitement **le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données**, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données.

### 15. Registre des catégories d'activités de traitement

Le sous-traitant déclare **tenir par écrit un registre** de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte du responsable de traitement comprenant :

- le nom et les coordonnées du responsable de traitement pour le compte duquel il agit, des éventuels sous-traitants et, le cas échéant, du délégué à la protection des données ;
- les catégories de traitements effectués pour le compte du responsable du traitement ;
- le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et, dans le cas des transferts visés à l'article 49, paragraphe 1, deuxième alinéa du règlement européen sur la protection des données, les documents attestant de l'existence de garanties appropriées ;
- dans la mesure du possible, une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles, y compris entre autres, selon les besoins :
  - la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel ;
  - des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
  - des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
  - une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

### 16. Documentation - Audit

Le sous-traitant met à la disposition du responsable de traitement, dans le délai fixé par la demande, la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et

pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par le responsable du traitement ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits.

Chaque partie se réserve le droit de refuser de fournir à l'autre partie des secrets d'entreprise et de commerce, un savoir-faire opérationnel et toute information dont l'audit présenterait un risque de sécurité pour la partie auditée.

#### **17. Non-respect des clauses et résiliation**

Sans préjudice des dispositions du règlement (UE) 2016/679 et/ou de la loi Informatique et libertés, en cas de manquement du sous-traitant aux obligations qui lui incombent en vertu des présentes clauses, le responsable du traitement peut donner instruction au sous-traitant de suspendre le traitement des données à caractère personnel jusqu'à ce que ce dernier se soit conformé aux présentes clauses ou jusqu'à ce que le contrat soit résilié. Le sous-traitant informe rapidement le responsable du traitement s'il n'est pas en mesure de se conformer aux présentes clauses, pour quelque raison que ce soit.

Le responsable peut également enjoindre au sous-traitant de se mettre en conformité sous astreinte, conformément à l'article « pénalités » du CCAP. En outre, en cas d'inaction ou de mesures non probantes, le marché pourra être résilié aux torts du titulaire.

### **VIII. OBLIGATIONS DU RESPONSABLE DE TRAITEMENT VIS-A-VIS DU SOUS-TRAITANT**

Le responsable de traitement s'engage à :

- fournir au sous-traitant les données à caractère personnel nécessaires pour l'exécution du présent marché ;
- documenter par écrit toute instruction concernant le traitement des données par le sous-traitant ;
- veiller, au préalable et pendant toute la durée du traitement, au respect des obligations prévues par le règlement de la part du sous-traitant ;
- superviser le traitement, y compris réaliser, le cas échéant des audits et des inspections auprès du sous-traitant.